



LÉGATION DE SUISSE

B.12 / Ca.

Bogotá, le 21 août 1953.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Le nouveau régime.

Notre dernier rapport vous a renseigné sur les modalités du coup d'état du 13 juin dernier, à la suite duquel la présidence de la république colombienne a été assumée par le Général Rojas Pinilla, jusqu'alors commandant des forces armées.

La physionomie du pays a changé presque du jour au lendemain. A une lutte fratricide a succédé soudainement une euphorie particulièrement frappante pour ceux qui, comme le soussigné, avaient quitté la Colombie sous le régime du Président Gomez et y sont retourné après les événements du 13 juin. Le sourire règne sur les visages, les policiers ont remplacé leurs fusils par des matraques, les persécutions à l'intérieur du pays ont cessé - y compris celles des protestants qui dérivait d'ailleurs pour 50 % de mobiles politiques -, les maquisards rentrent peu à peu dans la vie civile, le Tiempo (journal de l'opposition libérale) reparait sans sourdine, la censure de presse ne s'exerce plus guère qu'à l'égard du Siglo (c'est-à-dire envers le journal conservateur par un gouvernement du même parti), libéraux et conservateurs entonnent à l'unisson un cantique d'éloges à l'adresse du nouveau chef d'état.

La bonne humeur est même plus marquée encore dans le camp libéral que parmi les conservateurs. Ces derniers en effet comptent encore quelques fidèles de l'ancien président, peu nombreux d'ailleurs : un seul

Au Département Politique fédéral,

B e r n e .

ami a eu le courage de l'escorter à l'aérodrome lors de son départ en exil. C'est la première fois depuis 100 ans que le gouvernement colombien est suivi par l'unanimité du pays. Jusqu'à présent, sauf quelques brèves périodes de concentration nationale, les gouvernants avaient contre eux le parti de l'opposition, conservateurs ou libéraux, soit environ 50 % des électeurs, et l'armée observait un conformisme plus ou moins apolitique. Le régime actuel se distingue donc des précédents par le fait que l'armée, l'unique force organisée en dehors de l'église, ne joue plus le rôle d'élément neutre, mais représente l'émanation du pouvoir politique, puisque celui-ci est dans la main des militaires. C'est cette concentration du pouvoir et cette absence d'opposition qu'il faut avoir en vue pour évaluer les perspectives du nouveau régime.

Après son accession au pouvoir, le nouveau président a proclamé à plusieurs reprises qu'il restituerait le pouvoir à un gouvernement civil dès que le peuple colombien en exprimerait le désir. Ces déclarations se font de plus en plus rares. D'autre part, il avait été question d'une collaboration dès libéraux. Au cours de son entrevue d'avant-hier avec un groupe de journalistes américains, Rojas Pinilla a fait remarquer que le moment n'était pas encore venu d'envisager une concentration nationale. Aussi n'a-t-on pas manqué d'évoquer le spectre du péronisme, surtout parmi les diplomates. En réalité, je crois qu'il faut distinguer deux questions :

1<sup>o</sup>) le nouveau président s'engage-t-il dans la voie de la dictature ?

2<sup>o</sup>) A-t-il l'intention de garder le pouvoir ?

La première éventualité, sans être absolument exclue, ne semble guère probable. A la différence du Général Péron, Rojas Pinilla est dépourvu de ressentiment

contre l'"aristocratie" et la "ploutocratie" du pays. Issu d'une famille aisée et respectée, formé partiellement aux Etats-Unis, de caractère équilibré comme j'ai pu le constater moi-même au cours de divers entretiens avec lui, le nouveau président semble n'avoir de complexes, ni en faveur du prolétariat, ni contre la minorité dominante. La majorité de ses ministres sont d'ailleurs des civils et tous m'ont paru raisonnables, autant qu'on peut en juger au cours d'entretiens officiels. Le Colombien, d'autre part, beaucoup moins extraverti que la plupart des autres Américains du sud, n'a pas la tête totalitaire. Le nationalisme qui sévit au Vénézuéla et en Argentine lui est aussi étranger que la xénophobie. Peut-être aussi le peuple colombien est-il trop versatile pour permettre la mise en oeuvre d'un régime totalitaire. D'ailleurs, le coup d'état du 13 juin n'est pas le résultat des ambitions de Rojas Pinilla; le pouvoir lui est en quelque sorte tombé dans les mains parce que l'ancien chef des forces armées était seul à pouvoir l'assumer.

La seconde question, en revanche, me paraît appeler une réponse affirmative. Parmi les civils, il n'y a personne qui soit assez indiscuté pour pouvoir maintenir l'harmonie rétablie par Rojas Pinilla. Peut-être est-il préférable pour le pays que les choses continuent dans l'état actuel pendant plusieurs années. Le "sage tyran" est sans doute seul capable d'éviter l'anarchie en Amérique Latine, qui pratique le régime présidentiel (la "dictature légale" disait Jacques Bainville), mais qui ignore le régime parlementaire au sens européen du mot.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

*F.A. Curiat*